

AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE DE NOUVELLE-AQUITAINE

Conseil d'administration n° 6

Séance du 6 mai 2024

Délibération n°ARBNA-2024-35

OBJET : MISE EN PLACE DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Administrateurs PRESENTS :	Région Nouvelle-Aquitaine : Guillaume RIOU, Sophie WEBER, Elise LAURENT-GUEGAN, Stéphane TRIFILETTI, Ronan NEDELEC OFB : Didier LABAT PNR : Catherine HORNEBECK Grand Poitiers : Dany COINEAU CBNSA : Andde SAINTE MARIE Biosena : Martin GALILEE Centre National de la Propriété Forestière NA : Bénédicte BEYRIES LPO : Céline GRACIEUX URCAUE : Céline MASSA FRC NA : Jean-Francis SEGUY RNN : Kévin LELARGE Fédération Régionale de l'Agriculture Biologique : Jérôme KELLER SOLTENA : Marc Yvan LAROYE Représentant du personnel : Valérie BARBIER
Administrateurs ABSENTS ou EXCUSES :	DREAL (a donné pouvoir à Mme CHANCEL) SGAR (a donné pouvoir à la DREAL) Agence de l'Eau Adour-Garonne (a donné pouvoir à la DREAL) CD33 (a donné pouvoir à M. RIOU) CD24 FNE NA (a donné pouvoir à M. GALLIOT) CEN (a donné pouvoir à M. GREZE) Association Régionale de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques Chambre Régionale d'Agriculture NA CRPMEM CSRPN
INVITES	Région NA : Anne-Sophie CHAPLAIN ; Catherine MENARD ; OFB : Véronique CESARI ; DREAL : Vincent DORDAIN, Marie ROZAT ; ARB : Emilie MARTINEAU ; Grand Poitiers : Yvonnick GUINARD

Le conseil d'administration de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu le décret modifié n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique d'État,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administration de l'Etat relevant du ministre de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu les arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat et aux emplois des ingénieurs en chef des travaux publics de l'Etat du 1^{er} groupe et du 2^{ème} groupe des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.

Vu l'arrêté du 5 novembre 2021 pris pour l'application au corps des techniciens supérieurs du développement durable du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n° 2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n°2016-4916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n°2014-513 du 20 mai 2015 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des

Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement professionnel de la Fonction Publique d'Etat,

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 modifiant le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Vu la circulaire DGCL/DGFIP du 3 avril 2017

Vu les notes d'information des 20/04/2017 et 30/03/2018 de la Préfecture de la Vienne

Vu le tableau des effectifs,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 30 avril 2024,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- de mettre en place un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) selon les modalités définies ci-après,
- d'autoriser l'autorité territoriale à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des deux parts de la prime dans le respect des principes définis ci-dessus,
- de prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au paiement de cette prime.

PREAMBULE

Le RIFSEEP se compose de deux parts :

- une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir basé sur l'entretien professionnel.

L'établissement a engagé une réflexion visant à instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- prendre en compte la place de chacun dans l'organigramme de l'établissement et reconnaître les spécificités de certains postes ;
- valoriser l'expérience professionnelle;
- prendre en compte le niveau de responsabilité des différents postes en fonction des trois critères d'encadrement, d'expertise et de sujétions ;
- renforcer l'attractivité de l'établissement ;

Article 1 : BÉNÉFICIAIRES

Après en avoir délibéré, décide d'instaurer, dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) pour :

- les fonctionnaires, stagiaires et titulaires, à temps complet, non complet et temps partiel,
- les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, y compris les agents mis à disposition par le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de la Vienne.

Ne sont pas concernés par ce régime indemnitaire :

- Les agents de droit privé

- Les agents de l'association qui ont été transférés au 1^{er} décembre 2023 au sein de l'établissement public. Toutefois, en cas d'évolution du niveau des fonctions exercées intégrant l'exercice d'une autorité hiérarchique, ces agents pourront bénéficier du RIFSEEP, sur décision de l'autorité territoriale.

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci- dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Article 2 : L'IFSE : PART FONCTIONNELLE

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci- dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

2.1- Rattachement à un groupe de fonctions

Cette indemnité est versée en tenant compte du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées par les fonctionnaires. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents **groupes de fonctions** au regard des critères professionnels suivants :

- des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- de la technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- des sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Le président propose de fixer les groupes et les montants de référence pour les cadres d'emplois suivants :

INGENIEUR EN CHEF TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
Groupes de fonctions	Emplois-fonctions	Montant mini	Montant maxi	Plafonds indicatifs réglementaires
Groupe 1	<i>Direction de l'établissement</i>		57 120€	57 120€
Groupe 2	<i>Direction adjointe de l'établissement</i>		49 980€	49 980€

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants :

- Fonctions d'encadrement et/ou de coordination
- Fonctions de pilotage et/ou de conception
- Degré de technicité et d'expertise par rapport aux fonctions
- Niveau de qualification et expérience par rapport aux fonctions
- Intensité des sujétions particulières
- Degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

INGENIEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
Groupes de fonctions	Emplois-fonctions	Montant mini	Montant maxi	Plafonds indicatifs réglementaires
Groupe 1	<i>Direction de l'établissement</i>		46 920€	46 920 €
Groupe 2	<i>Direction adjointe de l'établissement</i>		40 290€	40 290 €
Groupe 3	<i>Responsable d'un pôle, responsable de la mission transverse</i>		25 500€	36 000 €
Groupe 4	<i>Adjoint au responsable de pôle, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, ...</i>		20 400€	31 450 €

ATTACHES TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
Groupes de fonctions	Emplois-fonctions	Montant mini	Montant maxi	Plafonds indicatifs réglementaires
Groupe 1	<i>Direction de l'établissement</i>		36 210€	36 210 €
Groupe 2	<i>Direction adjointe de l'établissement</i>		32 130€	32 130 €
Groupe 3	<i>Responsable d'un pôle, responsable d'une mission transverse</i>		25 500€	25 500 €
Groupe 4	<i>Adjoint au responsable de pôle, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, ...</i>		20 400€	20 400 €

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants :

- Fonctions d'encadrement et/ou de coordination
- Fonctions de pilotage et/ou de conception
- Degré de technicité et d'expertise par rapport aux fonctions
- Niveau de qualification et expérience par rapport aux fonctions
- Intensité des sujétions particulières
- Degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

REDACTEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
Groupes de fonctions	Emplois-fonctions	Montant mini	Montant maxi	Plafonds indicatifs réglementaires
Groupe 1	<i>Adjoint au responsable de pôle, expertise, fonction de coordination ou de pilotage.</i>		17 480€	17 480 €
Groupe 2	<i>Chargé de mission</i>		16 015€	16 015€
Groupe 3	<i>Autres fonctions</i>		14 650€	14 650€

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants :

- Fonctions d'encadrement et/ou de coordination
- Fonctions de pilotage et/ou de conception
- Degré de technicité et d'expertise par rapport aux fonctions
- Niveau de qualification et expérience par rapport aux fonctions
- Intensité des sujétions particulières
- Degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

TECHNICIENS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
Groupes de fonctions	Emplois-fonctions	Montant mini	Montant maxi	Plafonds indicatifs réglementaires
Groupe 1	<i>Adjoint au responsable de pôle, expertise, fonction de coordination ou de pilotage.</i>		17 480€	19 660 €
Groupe 2	<i>Chargé de mission</i>		16 015€	18 580€
Groupe 3	<i>Autres fonctions</i>		14 650€	17 500€

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants :

- Fonctions d'encadrement et/ou de coordination
- Fonctions de pilotage et/ou de conception
- Degré de technicité et d'expertise par rapport aux fonctions
- Niveau de qualification et expérience par rapport aux fonctions
- Intensité des sujétions particulières
- Degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
Groupes de fonctions	Emplois-fonctions	Montant mini	Montant maxi	Plafonds indicatifs réglementaires
Groupe 1	<i>Fonctions administratives comprenant une expertise particulière</i>		11 340€	11 340€
Groupe 2	<i>Fonctions administratives diverses</i>		10 800€	10 800€

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants :

- Fonctions de pilotage et/ou de conception
- Degré de technicité et d'expertise par rapport aux fonctions
- Niveau de qualification et expérience par rapport aux fonctions
- Intensité des sujétions particulières
- Degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

2.2- Modalités de réexamen et de versement

La part fonctionnelle de la prime sera versée mensuellement, sur la base du montant annuel individuel attribué.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion ;
- au moins tous les 4 ans en fonction de l'expérience professionnelle acquise par l'agent.

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale selon les modalités définies ci-dessus et fera l'objet d'un arrêté.

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables.

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires aux fonctionnaires de l'Etat.

2-3- Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E.

Conformément au décret n° 2019-172 du 5 mars 2019 instituant une **Période de Préparation au Reclassement (PPR) au profit des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions**, l'IFSE est supprimée.

Conformément au décret n° 2019-301 du 10 avril 2019 relatif au **Congé pour Invalidité Temporaire Imputable au Service (CITIS) dans la fonction publique territoriale** (accident de service, maladie professionnelle), l'IFSE suivra le sort du traitement.

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés :

- En cas de congé de maladie ordinaire, l'IFSE suivra le sort du traitement.
- Pendant les congés annuels, les autorisations d'absence régulièrement accordées et donnant lieu à maintien du traitement, et pendant les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, l'IFSE sera maintenue intégralement.
- En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie le régime indemnitaire sera suspendu dès le 1^{er} jour d'arrêt.
- L'IFSE est maintenue en cas de temps partiel thérapeutique et proratisée selon la quotité du temps partiel.

2.4 : Périodicité de versement de l'I.F.S.E.

La périodicité de versement de l'IFSE sera mensuelle.
Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

2.5- Clause de revalorisation l'I.F.S.E.

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires aux fonctionnaires de l'Etat.

Article 3 : LE CIA : PART LIÉE A L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL ET A LA MANIÈRE DE SERVIR

Il est proposé d'attribuer individuellement chaque année un complément indemnitaire aux agents en fonction de l'engagement professionnel et sa manière de servir en application des conditions fixées pour l'entretien professionnel.

3.1- Rattachement à un groupe de fonctions

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds fixés dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d'Etat.

Ces montants ne sont pas reductibles automatiquement d'une année sur l'autre, peuvent être compris entre 0 et 100 % du montant maximal.

Ce coefficient sera déterminé à partir des résultats de l'évaluation professionnelle selon les modalités suivantes :

Le CIA sera déterminé en tenant compte des critères suivants :

- résultats professionnels obtenus par l'agent et réalisation des objectifs ;
- niveau de maîtrise des compétences professionnelles et techniques ;
- qualités relationnelles ;
- capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur
- niveau d'engagement dans la réalisation des activités du poste.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

INGENIEUR EN CHEF TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
Groupes de fonctions	Emplois-fonctions	Montant maxi
Groupe 1	<i>Direction de l'établissement</i>	6 390€
Groupe 2	<i>Direction adjointe de l'établissement</i>	5 670€

INGENIEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
Groupes de fonctions	Emplois-fonctions	Montant maxi
Groupe 1	<i>Direction de l'établissement</i>	6 390€
Groupe 2	<i>Direction adjointe de l'établissement</i>	5 670€
Groupe 3	<i>Responsable d'un pôle, responsable de la mission transverse</i>	4 500€
Groupe 4	<i>Adjoint au responsable de pôle, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, ...</i>	3 600€

ATTACHES TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
Groupes de fonctions	Emplois-fonctions	Montant maxi
Groupe 1	<i>Direction de l'établissement</i>	6 390€
Groupe 2	<i>Direction adjointe de l'établissement</i>	5 670€
Groupe 3	<i>Responsable d'un pôle, responsable d'une mission transverse</i>	4 500€
Groupe 4	<i>Adjoint au responsable de pôle, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, ...</i>	3 600€

REDACTEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
Groupes de fonctions	Emplois-fonctions	Montant maxi
Groupe 1	<i>Adjoint au responsable de pôle, expertise, fonction de coordination ou de pilotage.</i>	2 380€
Groupe 2	<i>Chargé de mission</i>	2 185€
Groupe 3	<i>Autres fonctions</i>	1 995€

TECHNICIENS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
Groupes de fonctions	Emplois-fonctions	Montant maxi
Groupe 1	<i>Adjoint au responsable de pôle, expertise, fonction de coordination ou de pilotage.</i>	2 380€
Groupe 2	<i>Chargé de mission</i>	2 185€
Groupe 3	<i>Autres fonctions</i>	1 995€
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS
Groupes de fonctions	Emplois-fonctions	Montant maxi
Groupe 1	<i>Fonctions administratives comprenant une expertise particulière</i>	1 260€
Groupe 2	<i>Fonctions administratives diverses</i>	1 200€

3.2 – Modalités de versement du CIA

Le complément indemnitaire, qui n'est pas obligatoire, fera, le cas échéant, l'objet d'un ou deux versements annuels et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

- Indemnité de risques et de sujétions spéciales des psychologues
- Prime d'encadrement
- Prime des auxiliaires exerçant les fonctions d'assistant de soins en gériatrie
- Prime forfaitaire mensuelle des auxiliaires de soins ou de puériculture
- Prime spéciale de sujétions des auxiliaires de puériculture ou de soins
- Prime spécifique

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :

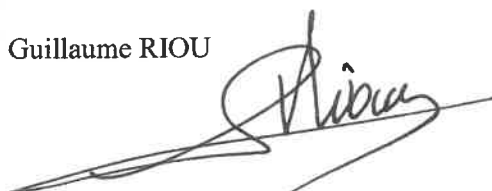
- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple: frais de déplacement),
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, indemnité horaire pour travail de nuit, jours fériés et dimanches, ...),
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel,
- la nouvelle bonification indiciaire,
- l'indemnité de résidence
- l'indemnité horaire pour travail normal de nuit, prime d'encadrement éducatif de nuit,
- l'indemnité forfaitaire pour travail les dimanches et jours fériés des personnels de la filière sanitaire et sociale,
- IHTS,
- astreintes,
- l'indemnité pour travail dominical régulier,
- l'indemnité horaire pour travail du dimanche et jour férié
- les avantages acquis avant la publication de la loi statutaire (loi 84-53 du 26.01.1984 – art 111.4)

La présente délibération est transmise à Monsieur le préfet de la Vienne. Elle fait l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne

Fait à Poitiers, le 6 mai 2024

Le président de l'ARB-NA Nouvelle-Aquitaine

Guillaume RIOU



3.3- Modalités de maintien ou suppression du CIA

Conformément au décret n° 2019-172 du 5 mars 2019 instituant une Période de Préparation au Reclassement (PPR) au profit des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, le CIA est supprimé.

Conformément au décret n° 2019-301 du 10 avril 2019 relatif au Congé pour Invalidité Temporaire Imputable au Service (CITIS) dans la fonction publique territoriale (accident de service, maladie professionnelle), le CIA suivra le sort du traitement.

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés,

- En cas de congé de maladie ordinaire, le CIA suivra le sort du traitement
- Pendant les congés annuels, les autorisations d'absence régulièrement accordées et donnant lieu à maintien du traitement, et pendant les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, le CIA sera maintenu intégralement
- En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie le CIA sera suspendu dès le 1^{er} jour d'arrêt.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter de la date de transmission de la délibération au contrôle de légalité,

Les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence concernant les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

3.4- Clause de revalorisation du C.I.A.

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires aux fonctionnaires de l'Etat.

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale selon les modalités et critères définis à l'article 3 et fera l'objet d'un arrêté.

Le CIA est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.

Article 4 : Les règles de cumul

L'I.F.S.E. et le C.I.A sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec :

- la prime de fonction et de résultats (PFR),
- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- l'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- la prime de service et de rendement (P.S.R.),
- l'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- la prime de fonction informatique
- l'indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes
- Indemnité de sujétions spéciales